

Stéphane Galais Porte-parole national de la Confédération paysanne



Agriculture : pour une transition vers plus d'autonomie et de sobriété énergétique

Tribune

Dans un contexte de crise géopolitique, il est urgent de répondre à la détresse des paysans et de sortir l'agriculture de sa dépendance à la pétrochimie et de la surmécanisation. Une tribune signée Stéphane Galais, porte-parole national de la Confédération paysanne.

Publié le 13 avril 2026 Journal l'Humanité



La fermeture du détroit d'Ormuz provoque une crise dans la crise énergétique que nous subissons depuis l'après-Covid. De ce fait, [ce nouveau choc pétrolier malmène une agriculture déjà en souffrance](#), confrontée, dans de nombreuses filières, à des difficultés structurelles majeures.

Pour son fonctionnement direct, le secteur agricole est extrêmement dépendant, à plus de 68 %, des produits pétroliers importés (GNR, gaz), contre 41 % pour le reste de l'économie nationale. À cela s'ajoute la consommation liée aux engrais azotés, issus du gaz, ainsi que le soja importé.

C'est cette allégeance aux produits pétroliers qui a permis, via la mécanisation, d'augmenter la production par unité de travail humain, accélérant l'agrandissement des fermes et, de fait, la disparition des paysan·nes dans les campagnes. À la fin des années 1980, chaque actif agricole s'occupait en moyenne de 25 hectares. À partir des années 2010, on passe à 45 hectares.

À revenu quasi stable, la surface exploitée et la productivité ont augmenté, mais la marge dégagée par hectare a considérablement chuté et le travail est désormais très peu rémunéré dans les fermes. Le constat est sans appel : la pétrolisation de l'agriculture est le vecteur déterminant de sa capitalisation.

Pour nous, Confédération paysanne, il ne fait aucun doute que [les politiques agricoles productivistes](#) menées depuis des décennies sont responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Le gouvernement porte une responsabilité majeure dans la dépendance actuelle du système agricole.

Encore récemment, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, affirmait au Salon de l'agriculture que nos fermes étaient trop petites. À Rungis, lors de la présentation du plan de souveraineté alimentaire, elle a tenu un discours digne des années 1970, réclamant un « quoi qu'il en coûte » productiviste.

Sur le même thème



[Hausse du prix des carburants : le gouvernement propose des mesures réchauffées pour se passer du pétrole](#)

À court terme, l'urgence est que cette crise ne fasse disparaître aucune ferme. Des mesures concrètes sont donc attendues : blocage du GNR à 1 euro le litre, plafonné à 5 000 litres par ferme et sans limite pour les Cuma (coopératives d'utilisation de matériel agricole) ; soutien aux travailleur-euses en zone rurale ; chèque énergie spécifique pour les paysan·nes (tenue de marchés de plein vent, tournées de livraison, transhumance apicole...) ; soutien aux salarié·es des filières agricoles afin de couvrir la hausse des dépenses liée au gazole ou au gaz.

À plus long terme, il faut un plan de transition vers davantage d'autonomie et de sobriété énergétique : développer un plan ambitieux pour l'autonomie protéique avec les légumineuses, soutenir la polyculture-élevage, sortir de la dépendance aux engrais de synthèse. Il faut également sortir des modèles agricoles très énergivores et remettre en question le libre-échange, qui impose des importations destructrices et déloyales pour nos filières.

En juin 2025, une étude du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (Ipes-Food) a documenté la forte dépendance des systèmes alimentaires mondiaux aux énergies. Les experts rappellent qu'aucun objectif de neutralité carbone ne sera tenable si cette dépendance n'est pas réduite.

Tous les signaux scientifiques indiquent la nécessité absolue de repenser les modèles de production agricole et alimentaire. Il est impératif de sortir du déni volontaire entretenu par le binôme cogestionnaire [FNSEA-gouvernement](#) et leur approche extractiviste absurde, qui ignore les réalités économiques et physiques de nos ressources.

Leur vision entretient des impensés politiques, comme celui de la surmécanisation. À grand renfort d'aides publiques et de mesures fiscales, les profiteurs invisibles que sont les géants de l'agroéquipement pèsent de tout leur poids pour maintenir un système pétrochimique qui leur permet de capter les marges de l'agriculture et la valeur ajoutée issue du travail des paysan·nes.

Sur le même thème



[« Tout iranien qui tire sera pulvérisé » : Donald Trump ordonne un blocus naval du détroit d'Ormuz et des ports iraniens](#)

Cette crise de l'énergie, provoquée par la folie de Trump, met en lumière l'irresponsabilité de nos dirigeants. Il est effarant de constater qu'aucune réflexion sérieuse n'est menée pour envisager une transition énergétique de l'agriculture qui soit réaliste, hormis la promotion de la production d'énergie à la ferme, notamment via la méthanisation ou les agrocarburants. Or, ces fausses solutions accélèrent l'industrialisation de l'agriculture, nous engageant dans un cercle vicieux.

Sans sursaut, pour satisfaire les intérêts de quelques-uns, nos politiques « shadokiens » continueront à nous faire « pomper », quitte à nous faire crever.

Aux côtés de celles et ceux qui luttent !

L'urgence sociale, c'est chaque jour la priorité de *l'Humanité*.

- En exposant la violence patronale.
- En montrant ce que vivent celles et ceux qui travaillent et ceux qui aspirent à le faire.
- En donnant des clés de compréhension et des outils aux salarié.es pour se défendre contre les politiques ultralibérales qui dégradent leur qualité de vie.

Vous connaissez d'autres médias qui font ça ?

[Je veux en savoir plus !](#)

L'extrême droite fait de l'entrisme chez les francs-maçons

Selon les informations de *l'Humanité*, le regroupement de « frères » liés au RN au sein d'une même loge de la Grande Loge nationale française crée des remous en interne. Enquête. p. 8



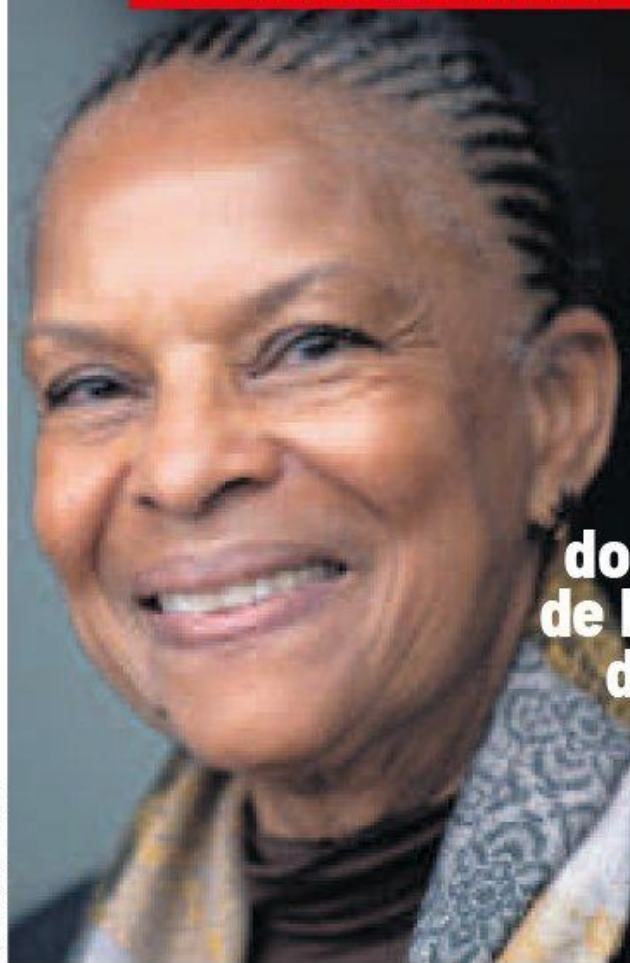
Lee Miller, ombre et lumière, beauté et horreur

Le musée d'Art moderne de Paris consacre une rétrospective exceptionnelle à cette grande photographe, égérie du surréalisme et correspondante de guerre jusque dans les camps de la mort. p. 10

MARDI 21 AVRIL 2026 | N° 24427 | 3 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité



CHRISTIANE TAUBIRA

« Les racistes doivent répondre de leurs propos et de leurs actes »

Après la déferlante d'attaques xénophobes visant des élus, l'ancienne garde des Sceaux appelle la gauche à un sursaut. Entretien exclusif. p. 2

REGROUPES DE « FRÈRES » LIÉS AU RN AU SEIN D'UNE MÊME LOGE DE LA GRANDE LOGE NATIONALE FRANÇAISE CRÉE DES REMOUS EN INTERNE. ENQUÊTE. P. 8



MC COMPTON

- RECU DES VENTES
- BOLLORISATION DE L'ÉDITION
- SURPRODUCTION
- TACTIQUE DU BEST-SELLER

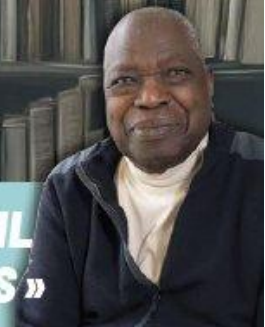
Enquête sur la crise du livre

N° 999 - Du 16 au 22 avril 2026
SÉRIE PIANO GIBSET, ALPHIE STOCK PRINTING L'UMPAANTE

M 04837 - 999 - F. 4,60 €



**KOFI YAMGNANE « LE RACISME EST UN OUTIL
POUR DIVISER ET EXPLOITER LES PEUPLES »**





Stéphane Galais Porte-parole national de la Confédération paysanne

Agriculture : pour une transition vers plus d'autonomie et de sobriété énergétique

Tribune

Dans un contexte de crise géopolitique, il est urgent de répondre à la détresse des paysans et de sortir l'agriculture de sa dépendance à la pétrochimie et de la surmécanisation. Une tribune signée Stéphane Galais, porte-parole national de la Confédération paysanne.

4min

Publié le 13 avril 2026



La fermeture du détroit d'Ormuz provoque une crise dans la crise énergétique que nous subissons depuis l'après-Covid. De ce fait, [ce nouveau choc pétrolier malmène une agriculture déjà en souffrance](#), confrontée, dans de nombreuses filières, à des difficultés structurelles majeures.

Pour son fonctionnement direct, le secteur agricole est extrêmement dépendant, à plus de 68 %, des produits pétroliers importés (GNR, gaz), contre 41 % pour le reste de l'économie nationale. À cela s'ajoute la consommation liée aux engrais azotés, issus du gaz, ainsi que le soja importé.

C'est cette allégeance aux produits pétroliers qui a permis, via la mécanisation, d'augmenter la production par unité de travail humain, accélérant l'agrandissement des fermes et, de fait, la

disparition des paysan·nes dans les campagnes. À la fin des années 1980, chaque actif agricole s'occupait en moyenne de 25 hectares. À partir des années 2010, on passe à 45 hectares.

À revenu quasi stable, la surface exploitée et la productivité ont augmenté, mais la marge dégagée par hectare a considérablement chuté et le travail est désormais très peu rémunéré dans les fermes. Le constat est sans appel : la pétrolisation de l'agriculture est le vecteur déterminant de sa capitalisation.

Pour nous, Confédération paysanne, il ne fait aucun doute que [les politiques agricoles productivistes](#) menées depuis des décennies sont responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Le gouvernement porte une responsabilité majeure dans la dépendance actuelle du système agricole.

Encore récemment, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, affirmait au Salon de l'agriculture que nos fermes étaient trop petites. À Rungis, lors de la présentation du plan de souveraineté alimentaire, elle a tenu un discours digne des années 1970, réclamant un « quoi qu'il en coûte » productiviste.

Sur le même thème



[Hausse du prix des carburants : le gouvernement propose des mesures réchauffées pour se passer du pétrole](#)

À court terme, l'urgence est que cette crise ne fasse disparaître aucune ferme. Des mesures concrètes sont donc attendues : blocage du GNR à 1 euro le litre, plafonné à 5 000 litres par ferme et sans limite pour les Cuma (coopératives d'utilisation de matériel agricole) ; soutien aux travailleur·euses en zone rurale ; chèque énergie spécifique pour les paysan·nes (tenue de marchés de plein vent, tournées de livraison, transhumance apicole...) ; soutien aux salarié·es des filières agricoles afin de couvrir la hausse des dépenses liée au gazole ou au gaz.

À plus long terme, il faut un plan de transition vers davantage d'autonomie et de sobriété énergétique : développer un plan ambitieux pour l'autonomie protéique avec les légumineuses, soutenir la polyculture-élevage, sortir de la dépendance aux engrais de synthèse. Il faut également sortir des modèles agricoles très énergivores et remettre en question le libre-échange, qui impose des importations destructrices et déloyales pour nos filières.

En juin 2025, une étude du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (Ipes-Food) a documenté la forte dépendance des systèmes alimentaires mondiaux aux énergies. Les experts rappellent qu'aucun objectif de neutralité carbone ne sera tenable si cette dépendance n'est pas réduite.

Tous les signaux scientifiques indiquent la nécessité absolue de repenser les modèles de production agricole et alimentaire. Il est impératif de sortir du déni volontaire entretenu par le binôme cogestionnaire [FNSEA-gouvernement](#) et leur approche extractiviste absurde, qui ignore les réalités économiques et physiques de nos ressources.

Leur vision entretient des impensés politiques, comme celui de la surmécanisation. À grand renfort d'aides publiques et de mesures fiscales, les profiteurs invisibles que sont les géants de l'agroéquipement pèsent de tout leur poids pour maintenir un système pétrochimique qui leur permet de capter les marges de l'agriculture et la valeur ajoutée issue du travail des paysan·nes.

Sur le même thème



[« Tout iranien qui tire sera pulvérisé » : Donald Trump ordonne un blocus naval du détroit d'Ormuz et des ports iraniens](#)

Cette crise de l'énergie, provoquée par la folie de Trump, met en lumière l'irresponsabilité de nos dirigeants. Il est effarant de constater qu'aucune réflexion sérieuse n'est menée pour envisager une transition énergétique de l'agriculture qui soit réaliste, hormis la promotion de la production d'énergie à la ferme, notamment via la méthanisation ou les agrocarburants. Or, ces fausses solutions accélèrent l'industrialisation de l'agriculture, nous engageant dans un cercle vicieux.

Sans sursaut, pour satisfaire les intérêts de quelques-uns, nos politiques « shadokiens » continueront à nous faire « pomper », quitte à nous faire crever.

Aux côtés de celles et ceux qui luttent !

L'urgence sociale, c'est chaque jour la priorité de *l'Humanité*.

- En exposant la violence patronale.
- En montrant ce que vivent celles et ceux qui travaillent et ceux qui aspirent à le faire.

- En donnant des clés de compréhension et des outils aux salarié.es pour se défendre contre les politiques ultralibérales qui dégradent leur qualité de vie.

Vous connaissez d'autres médias qui font ça ?

[Je veux en savoir plus !](#)